

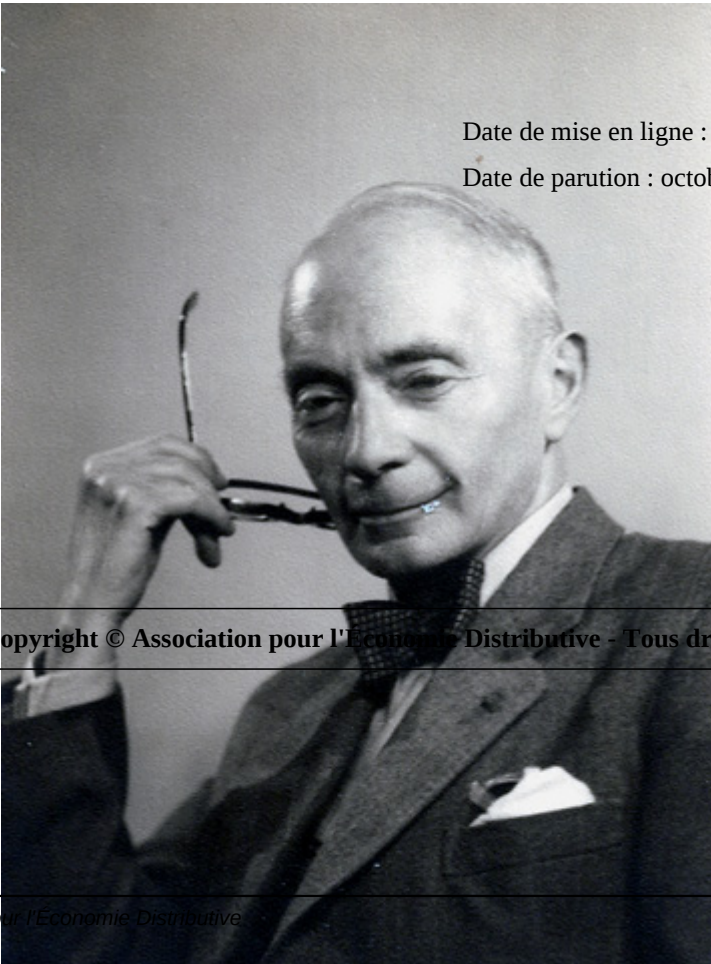


1934 - Ce qu'on appelle la crise

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1976 à 1987 - Année 1978 - N° 760 - octobre 1978 -

Date de mise en ligne : samedi 14 octobre 2006

Date de parution : octobre 1978



Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Sa logique et son bon sens font école. Il touche un grand public par ses articles percutants et plein d'esprit, publiés dans le journal « l'Ruvre ».

Un peuple peut-il avoir intérêt à faire la guerre ? Interrogez un européen moyen, en lui demandant : « Pourquoi armez-vous ? ».

Il répondra : « De peur des voisins qui peuvent se servir de leurs forces pour envahir mon pays ».

Là-dessus, demandons encore : « Pourquoi envahiraient-ils votre pays ? ».

Réponse : « Parce qu'ils veulent s'emparer de mes richesses, trouver des débouchés à leurs nationaux, bref parce qu'ils veulent une plus grande place dans le monde ».

Donc, certaines nations convoitant les territoires qui ne leur appartiennent pas, il faut être bien armés pour se défendre, comme elles sont bien armées pour attaquer.

C'est le thème de campagne de presse et de discours politiques retentissants dont le fond est toujours à peu près ceci : la prospérité d'un pays est intimement liée à sa puissance militaire en fonction, directe, appuient les nationalistes impénitents.

Malheureusement ce truisme est d'une bêtise à faire pleurer : Si la prospérité d'un pays est en fonction directe de sa puissance, les Hollandais, les Belges, les Suisses, les Danois, etc... sont condamnés à la misère...

D'autre part, qui voudra bien m'expliquer comment on peut s'emparer par la force de la fortune, de l'industrie, du commerce, de l'agriculture, en un mot de la prospérité d'une autre nation ?

Car si la force est impuissante à se procurer tout cela, à quoi bon se servir de la force ? Autrefois, oui, du temps de Rome et pendant toute l'antiquité, la conquête procurait des avantages au vainqueur. Celui-ci pouvait exploiter le territoire conquis, à son profit ou à celui de ses sujets. On réduisait les vaincus à l'esclavage, on enlevait les femmes, les fruits de la victoire n'étaient pas un vain mot. Au Moyen-Age, la guerre de conquête se justifiait encore par la possibilité de s'emparer d'un riche butin : or, argent, meubles précieux ; on pouvait ainsi partager le territoire du vaincu entre les féaux du vainqueur, comme le firent les Normands au moment de la conquête de l'Angleterre, mais aujourd'hui ? Le vainqueur a déjà trop de stocks qu'il ne peut pas écouler, va-t-il chercher à les grossir ; encore des stocks du vaincu ?

Où est donc le bénéfice que peut rapporter l'emploi de la force ? La dévastation ? Elle est possible momentanément mais elle n'enrichit pas le vainqueur. En fait, elle ne détruit pas le potentiel économique du vaincu, car celui-ci dépend des richesses naturelles et de l'activité de ses habitants.

L'exemple de nos régions dévastées, remises en état à une échelle beaucoup plus grande, en quelques années seulement, démontré l'inutilité de ces destructions systématiques auxquelles, se complaisent les barbares. Se contentera-t-on d'exterminer la population ? C'est autant de consommateurs éventuels que supprime le vainqueur au détriment de ses propres industriels et commerçants.

Pour peu que nous regardions autour de nous, nous voyons tous les grands peuples en face du même problème : éviter la misère qui les gagne à l'heure où chacun d'eux s'installe dans l'abondance. Les mêmes difficultés assaillent les Américains, les Allemands, les Italiens, les Anglais, les Français, etc...

Tous ces peuples sont au pied du mur et ne peuvent esquiver plus longtemps la solution logique que comporte la situation.

Quant à résoudre les difficultés en cognant sur le voisin, ce n'est certes pas une éventualité à exclure, mais c'est de beaucoup la plus stupide et la plus criminelle.

(« L'Oeuvre » du 2 juillet 1934 et « Ce qu'on appelle la crise »)